

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 22 JUN 2010

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Cornaille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMBOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhour@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU les arrêtés préfectoraux du 23 novembre 1987 et du 7 octobre 2005 régissant le fonctionnement des activités de la société DIETAL BELLEVILLE dans son établissement situé ZI Bois Baron à BELLEVILLE ;

VU le rapport du 17 juin 2010 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT que la société DIETAL BELLEVILLE a fait l'objet d'une liquidation judiciaire prononcée le 29 octobre 2009 par le Tribunal de Commerce de Villefranche-Tarare ;

CONSIDERANT que le Tribunal de Commerce de Villefranche-Tarare a désigné Maître Martine NOIRAIX-PEY, en qualité de liquidateur judiciaire ;

CONSIDERANT que, à ce jour, Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur de la société DIETAL BELLEVILLE, n'a pas procédé à la déclaration de cessation d'activités de l'établissement de BELLEVILLE telle que prévue à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société DIETAL BELLEVILLE, à fournir le dossier de cessation d'activités réglementaire pour l'établissement qu'exploitait la société précitée à BELLEVILLE ;

../..

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** Maître Martine NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire de la société DIETAL BELLEVILLE, est mise en demeure de procéder, dans un délai de *quatre mois* à compter de la notification du présent arrêté, à la déclaration de cessation d'activités de l'établissement qu'exploitait la société précitée ZI Bois Baron à BELLEVILLE.

A cet effet, Maître NOIRAIX-PEY, liquidateur judiciaire, devra produire un dossier de cessation d'activités conforme aux dispositions prévues à l'article L 512-39-1 du code de l'environnement, comprenant, notamment, compte tenu des activités qui ont été exercées sur le site, des éléments d'appréciation sur la qualité des sols sous-jacents et de la nappe souterraine.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de BELLEVILLE,
- à l'exploitant.

Lyon, le

22 JUL. 2010

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

Mario-Thérèse

Le Préfet,

